



Trump surtaxe l'Europe à 30%, la Suisse retient son souffle

Pierre-Alexandre Sallier

Guerre commerciale Bruxelles doit retourner à la table des négociations. Berne serait en train de finaliser un accord. Mais tout dépend du président américain.

Le président américain Donald Trump a annoncé samedi après-midi l'imposition de droits de douane de 30% pour l'Union européenne, ainsi que pour le Mexique, faisant à nouveau grimper les tensions commerciales. Ces droits de douane entreront en vigueur le 1^{er} août.

Cette annonce intervient alors que la Suisse est suspendue au résultat des négociations d'un accord commercial avec l'administration américaine. «Tout le monde est dans l'attente après cette annonce concernant l'Union européenne et spéculer sur le sort de la Suisse, tout simplement parce que... tout dépend de la Maison-Blanche», réagit ce samedi après-midi Rahul Sahgal, directeur de la Swiss-American Chamber of Commerce (Swiss-AmCham).

Négociations jusqu'au 1^{er} août

Début avril, le chef de l'État américain avait menacé l'UE d'infliger 20% de droits de douane aux produits européens arrivant aux États-Unis. Fin mai, frustré par le manque d'avancées dans les négociations, il avait d'abord relevé ce taux à 50%, avant de déclarer un moratoire sur sa mise en œuvre. Donald Trump a prévenu samedi qu'en cas de mesures de rétorsion européennes surtaxant les produits américains, des pénalités équivalentes seraient ajoutées aux 30% annoncés.

Selon des sources diplomatiques citées par l'AFP, les discussions menées jusqu'ici se faisaient sur des

droits de douane de 10%, avec plusieurs exceptions. «Si vous êtes prêts à ouvrir aux États-Unis votre marché fermé, à éliminer vos droits de douane, vos mesures protectionnistes et les obstacles aux échanges, nous envisagerons, éventuellement, des ajustements», écrit Donald Trump dans sa lettre à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Le ministre allemand de l'Économie a appelé samedi Bruxelles à négocier de «manière pragmatique» avec les États-Unis. Emmanuel Macron a exprimé la «très vive désapprobation» de la France. Le président français invite la Commission européenne à «accélérer la préparation de contre-mesures crédibles, par la mobilisation de l'ensemble des instruments à sa disposition, si aucun accord n'était trouvé d'ici au 1^{er} août».

Une issue «à l'anglaise»?

Interrogé après cette annonce de Washington, le directeur de la Swiss-AmCham dit toujours croire qu'une issue «à l'anglaise» soit la plus probable pour la Suisse. Il fait référence à l'accord commercial détaillé,

le Prosperity Deal, signé avec le Royaume-Uni en juin dernier. Et qui a permis à Londres de s'assurer des droits de douane américains limités à 10%.

Depuis mercredi, plusieurs sources à Berne ont fait état de négociations bien avancées, avec un texte d'accord déjà rédigé. Selon ces sources, le

Conseil fédéral aurait approuvé une déclaration d'intention – un accord «non juridiquement contraignant».

Le représentant des entreprises américaines en Suisse veut rester optimiste, «tout simplement parce que Berne est réellement entré dans des négociations concrètes, détaillées avec l'administration américaine». Comme il le rappelle, «la Suisse a offert tout ce qu'elle pouvait – un exemple, ses droits de douane sont déjà à 0% sur la plupart des produits industriels américains». À l'inverse, ce dernier remarque que les différends entre l'Europe et les États-Unis sont «bien plus accentués». Washington «attend bien davantage de concessions de Bruxelles», note Rahul Sahgal.

La pharma en ligne de mire

Depuis la date butoir de mercredi dernier, les milieux d'affaires suisses sont suspendus à une possible confirmation, par la Maison-Blanche, des surtaxes douanières frappant les produits helvétiques.

Toutes les interrogations entourent le sort qui sera réservé aux produits pharmaceutiques. La filière génère, à elle seule, la moitié des recettes des entreprises suisses aux États-Unis. Mardi, Donald Trump a indiqué que son administration allait «annoncer quelque chose très bientôt» sur les médicaments importés, qui seraient taxés «à un taux très élevé, genre 200%», dans «un an, un an et demi». Sauf que l'agence d'information Bloomberg



avait mentionné auparavant un «draft» d'accord commercial prévu avec Berne, montrant «un traitement préférentiel pour éviter les taxes douanières sur les exports de la pharma».



Le président Donald Trump mène les négociations avec ses partenaires comme bon lui semble. L'Union européenne et le Mexique sont les derniers en date à en faire les frais. Alex Brandon/Keystone/AP



DF

«Je veux rester optimiste, tout simplement parce que Berne est réellement entré dans des négociations concrètes, détaillées avec l'administration américaine.»

Rahul Sahgal
Directeur de la Swiss-American Chamber of Commerce